



EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille quatorze le 3 juin, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 27 mai 2014, sous la présidence de Monsieur DENIS BALDÈS Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDÈS, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDÈRE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Mme HIMPENS, Adjoint, Mme FLORENTIN, M. VERDIER, M. ÉLIAS, Mme DUBOURG, Mme HOLGADO, Mme LANDAIS, Mme QUERAL, M. BODIN, Mme HERMILLY, M. INOCENCIO, Mme BERTHIOT, M. MONMARCHON, Mme BAYLE, M. GABARD, Mme LUCKHAUS, M. SABOURAUD, Conseillers Municipaux.

Etaient excusés et représentés par pouvoir:

M. LIMINIANA à Mme QUERAL, Mme BESNAULT à M. BODIN

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. MONMARCHON est élu secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 25

Conseillers votants : 27

Pour : 27

Contre : 0

Abstention : 0

3 – MODALITES DE PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE DEPLACEMENT TEMPORAIRE DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE-

Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité

Le cadre général des conditions et modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires à la charge des budgets des collectivités territoriales est défini par le décret 2007-23 du 5 janvier 2007.

Le décret prévoit que les collectivités doivent délibérer sur le montant forfaitaire attribué aux agents en mission en matière d'hébergement.

Considérant la délibération du 18 janvier 1991 relative aux frais de déplacement du personnel communal.

Il est proposé au Conseil Municipal :

- d'abroger la délibération du 18 janvier 1991
- de fixer les modalités et conditions de prise en charge des frais de déplacement temporaire des agents publics territoriaux titulaires et non titulaires de la collectivité, comme suit :
-

1) Cas d'ouverture :

Cas d'ouverture	Indemnités		
	Déplacement	Nuitée	Repas
Mission à la demande de la collectivité	oui	oui	oui
Préparation à concours	oui	non	oui
Formation de perfectionnement hors CNFPT	oui	oui	oui
Formation CNFPT non prise en charge financièrement par le CNFPT	oui	oui	oui

2) Les conditions de remboursements

Les frais divers occasionnés dans le cadre d'une mission ou d'une action de formation seront remboursés sous réserve de présentation des justificatifs de la dépense dans la limite du taux déterminé par arrêté ministériel. Ce remboursement n'est possible que si ces frais n'ont pas déjà été pris en charge à un autre titre.

Les crédits sont prévus au budget principal M14 au chapitre 011 article 6251.

La commission n°1 (Finances- Ressources Humaines- Administration Générale Et Associations Diverses) s'est réunie le 27 mai 2014 et a émis un avis favorable.

Fait et adopte à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits:

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu
à la Sous-Préfecture le 10/06/14
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-
20140603-14561-AU-1-1

Pour le Maire empêché,
Monsieur FRANCIS RIMARK

